

Petit débat avec Jean-Marie Harribey sur les indicateurs de richesse
(Jean Gadrey, <http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/>)
En bleu et italique mes réponses (Jean-Marie Harribey)

L'hebdomadaire « La Vie » a demandé récemment à mon ami Jean-Marie Harribey et à moi-même un bref point de vue sur les propositions de mise au point d'indicateurs « au-delà » du PIB et de sa croissance. Nous nous sommes prêtés à l'exercice de façon indépendante (voir : <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/enfer.pdf>)

La Vie aurait pu trouver des gens ayant des désaccords plus fondamentaux ! Mais quand même, il y a bien matière à un débat, dont je ne doute pas qu'il sera poursuivi. Voici trois arguments de Jean-Marie qui, selon moi, méritent plus ample réflexion, et que je commente.

Argument 1. « Qu'advierait-il si on incluait dans le PIB une valeur monétaire estimée (comment ?) du travail domestique et du travail bénévole associatif ? La quantité de richesses disponibles (les « valeurs d'usage ») ne changerait pas (on ne serait ni plus riche, ni plus heureux) et, artificiellement, le PIB gonflerait. »

Ce qui est vrai, c'est que le PIB « monétaire » actuel n'a pas à être étendu à des richesses non monétaires si ce qu'on a en ligne de mire est juste la quantité de valeurs marchandes produites (ou fournies par l'État via ses administrations publiques). Mais dire cela, c'est une tautologie. La comptabilité nationale, en revanche, ne se prive pas, lorsqu'elle mesure la « consommation finale » des ménages, d'évaluer ce qu'elle appelle les « loyers fictifs » des ménages propriétaires de leurs logements : ce sont des estimations de ce que ces ménages devraient payer comme loyers s'ils devaient louer leurs habitations. C'est un très gros poste comptable. Il est donc possible, quand on le veut vraiment pour de « bonnes raisons », d'inclure (on dit « imputer ») dans les comptes nationaux des valeurs conventionnelles qui ne sont pas monétaires au départ, d'où l'adjectif « fictif ». Ce ne serait pas beaucoup plus difficile, au moins en principe, pour le travail domestique ou bénévole, ou pour tenir compte des variations du temps de loisir. Il faudrait toutefois alors des enquêtes plus fréquentes.

Ce que dit Jean Gadrey de la comptabilité nationale est juste, mais en aucun cas cela ne constitue un argument réfutant le mien, car le mien consiste précisément à dire que si on enlevait du PIB ces « loyers fictifs », le bien-être et les valeurs d'usage ne diminueraient pas !!!

Mais, nous dit Jean-Marie, même si c'était faisable, cela ne serait pas d'une grande utilité car les gens ne seraient pas plus riches ni plus heureux pour autant : la quantité de valeurs d'usage à leur disposition ne serait pas modifiée. Ce n'est pas évident pour moi. Bien entendu, si par « plus riches et plus heureux » on entend « plus de richesses au sens du PIB », Jean-Marie a raison : c'est une autre tautologie. Mais le problème est que, dans une vision enrichie de la richesse, on est « plus riche et plus heureux » si, pour un même niveau de vie matériel (mesuré par les comptes nationaux), on a plus de temps libre, plus de vitalité associative bénévole, plus de bien-être issu du temps domestique, etc. Le travail domestique et le travail bénévole produisent des valeurs d'usage, et le temps libre permet de mieux « profiter » de celles que nous avons à notre disposition, d'accroître leur usage. Tenter d'évaluer ces richesses oubliées dans le calcul du PIB est l'un des objectifs des indicateurs alternatifs qui se cherchent.

J'ai plus de bien-être si j'ai plus de temps libre, évidemment, je ne dis que cela. Mais je n'ajoute pas ce temps libre à l'intérieur du PIB. En outre, si j'évaluais monétairement, comme le demande Jean Gadrey, le travail domestique pour le compter dans le PIB, je ne

compterais pas en plus les produits du dit travail et « leur usage ». Je ne comprends pas ce que dit Jean Gadrey.

Deux remarques pour éviter tout malentendu.

1) Les avocats des indicateurs alternatifs ne proposent en aucun cas de supprimer le PIB et son usage. Ce serait stupide. Ils proposent que l'on mette au point et que l'on utilise, à côté du PIB, quelques indicateurs mieux adaptés à l'idée de « bien-être durable », ou de notions voisines à définir par le débat. Voici une analogie (qui a des limites) : des parents consultent un pédiatre pour savoir si leur enfant se développe bien. Le pédiatre mesure la taille et le poids de l'enfant et leur dit : « tout va bien, la croissance est satisfaisante ». Les parents sont alors fondés à critiquer ce pédiatre obsédé par la croissance. Ils savent que d'autres critères essentiels ont été oubliés. Ils ne demandent pas qu'on supprime les mesures de croissance, ils voudraient qu'on les complète. Nous demandons la même chose pour le développement humain durable des sociétés.

« A côté du PIB », d'autres indicateurs. C'est exactement ce que je disais dans le petit article de La Vie.

2) Aucun indicateur alternatif, ou tableau de bord d'indicateurs, ne cernerait jamais le bien-être durable dans toutes ses dimensions, et encore moins le bonheur. Il faut juste pouvoir s'entendre sur un nombre limité de critères quantifiables jugés très importants, et laisser le reste pour les délibérations des citoyens informés, ou pour la vie privée.

Exactement ce que je dis. Donc pas de malentendu.

Argument 2. « Peut-on ajouter au PIB la « valeur » de la lumière solaire, des océans et des forêts ? Celle-ci relève d'un autre registre que l'économique. Peut-on retrancher la destruction des ressources halieutiques ? Non, car il s'agit de stocks non produits par l'homme qu'on ne peut ni faire figurer dans un indicateur de flux monétaires comme le PIB, ni lui soustraire. »

Il s'agit là d'objections que j'ai déjà évoquées, dans mon blog précédent « verdir le PIB ? ». J'ai alors plaidé non pas pour l'adoption de tels indicateurs « monétarisés », mais, au moins, pour qu'on examine leur intérêt et leurs limites avant de les abandonner s'ils posent trop de problèmes. Mais, pour cela, il faut à nouveau éviter des malentendus ou caricatures. Aucun des « PIB verts » que je connais ne s'intéresse à la « valeur » de la lumière solaire ou à celle des océans !

La quatrième phrase me paraît contradictoire avec la deuxième qui semblait ne pas exclure l'« examen de leur intérêt ».

En revanche, on peut débattre des autres exemples. Ainsi, la « valeur » (monétarisée) des services rendus par les forêts fait l'objet de recherches, qui distinguent diverses fonctions de ces forêts et de leurs écosystèmes **DANS LEURS RELATIONS AUX HOMMES**, entre autres leur capacité d'absorption du CO₂, évoquée dans mon précédent blog. Tout cela n'a rien à voir avec l'idée de calculer la valeur intrinsèque d'un stock de ressources non produites par l'homme. On se limite alors à une liste limitée et quantifiable de services (flux) que nous rend ce stock **DANS SON UTILISATION PAR LES HOMMES**. Faut-il ou non monétariser ces « services », ce qui revient à les considérer comme des valeurs d'usage particulières pouvant faire l'objet d'une « imputation » comptable moyennant des conventions ? Le débat est ouvert, mais les peuples du Sud et les militants de l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) nous y incitent (http://www.cadtm.org/imprimer.php3?id_article=743) :

« Quand le Fonds monétaire international et la Banque mondiale exigent le remboursement de la dette financière, ils s'expriment exclusivement en termes monétaires. Alors concernant la dette écologique, il faut utiliser le même langage. Il est urgent d'évaluer, à chaque fois que cela est possible, la dette écologique ».

La capacité d'absorption du CO₂ par les forêts, c'est x milliards de tonnes par an. Voilà un indicateur. Cela n'a strictement rien à voir avec un indicateur monétaire. La transformation de cette mesure (x milliards de tonnes) en une somme monétaire ne pourra jamais être qu'une fiction à laquelle se livrent tous les économistes néo-classiques de l'environnement (Costanza et même Stern) qui ne peut passer que soit par des méthodes d'évaluation contingentes ou assimilées, soit par une mesure du coût de la réparation des dégâts, donc réductible à une production humaine. Donc exit une « valeur intrinsèque » des forêts ou bien une « valeur économique des services rendus par les forêts ». Si des flux de ressources naturelles sont utilisées pour produire, leur coût de production est intégré (le problème est de bien les intégrer tous), mais jamais on ne pourra hélas intégrer autre chose dans la valeur de la production : ni le coût de leur reproduction s'il s'agit de ressources « naturelles », ni le « service » qu'elles rendent qui est infini s'il s'agit de ressources vitales. C'est ce que je nomme l'incommensurabilité des registres économique et biologique ou éthique. Et qu'on ne me dise pas que c'est ne pas reconnaître la « valeur » de la nature ». Au contraire, c'est même la placer à un tel niveau, ou plutôt dans un autre domaine, que l'économique n'a rien à y faire.

Argument 3. Il faut « abandonner d'abord l'illusion de mélanger des choses incommensurables entre elles. La richesse ne se réduit pas à de la valeur monétaire et tout ne peut se monétiser. »

D'accord, tout ne peut pas se monétiser. En revanche, 1) le fait que la richesse ne se réduise pas à de la valeur monétaire n'exclut pas d'étendre au-delà du PIB des imputations conventionnelles de multiples valeurs d'usage quantifiables. Je suppose que si Jean-Marie refuse ces extensions, c'est parce qu'il se méfie de tout ce qui pourrait ressembler à une remise en cause de la « valeur travail ». Or, selon moi, il s'agit de questions que l'on peut distinguer. Mais ce sera pour un autre débat.

Je crois que Jean Gadrey suppose mal. On est simplement ramené aux points précédents. Pourquoi diable vouloir à tout prix augmenter le PIB : Jean Gadrey veut donner des évaluations monétaires conventionnelles pour aller au-delà du PIB actuel. Pourquoi ? Pourquoi fait-il ajouter dans le PIB le temps que nous passons à discuter ? Je serais ahuri devant une telle éventuelle proposition. « Etendre au-delà du PIB... ». Si Jean Gadrey disait « en dehors du PIB », nous verrions qu'il y a tant de milliers d'associations, tant de millions de bénévoles, cela aurait un sens, mais cela n'impliquerait pas qu'il faudrait dire que cela « vaut » tant de milliards d'euros. Et si on le disait, on ne serait pas plus heureux.

Je crois que Jean Gadrey suppose mal parce que c'est lui qui réintroduit une notion de travail bénévole qu'il semble vouloir assimiler au travail dont le produit est comptabilisé dans le PIB. Marx disait qu'il fallait distinguer les différents « procès de travail », celui qui produit des valeurs d'usage et celui qui produit en outre des valeurs monétaires, dont une bonne partie pour le capital, et il avait raison. Je renvoie à mon schéma que j'ai fait figurer dans je ne sais combien de documents (par exemple : page 32 de <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/demence.pdf>).

2) Tout indicateur synthétique, qu'il soit ou non monétarisé, consiste à « mélanger des choses incommensurables entre elles ». Qu'il s'agisse de l'IDH, qui « mélange » des données de PIB/habitant, d'éducation et de santé, du BIP 40, de l'empreinte écologique, etc. : il ne s'agit

pas d'« illusions », ce sont des conventions construites et transparentes. Et d'ailleurs, même la mesure du PIB « en volume », fondement du calcul de la croissance, consiste à rendre commensurables les variations de quantités de carottes, de navets et d'ordinateurs ! Les outils de ce « mélange » s'appellent les indices de prix (ou les parités de pouvoir d'achat pour les comparaisons internationales), et ils sont truffés de conventions peu transparentes...

Jamais l'IDH n'a prétendu inclure dans le PIB d'autres indicateurs. L'IDH rassemble sur une échelle conventionnelle de 0 à 1, trois sous-indicateurs mis à côté les uns des autres. L'espérance de vie n'est pas traduite en termes monétaires, ni le taux d'alphabétisation. Si on peut se mettre d'accord là-dessus, nous nous sommes... enrichis...

À suivre...